

Le cas de la fin de règne du Président Mobutu Sese Seko de l'Ex Zaïre et Congo Démocratique actuel doit vous inspirer. Hier vénéré et adulé par tous ceux à qui il avait confié l'exploitation des richesses de son pays, fut lâché au crépuscule de sa vie par ses affidés d'hier pour mettre en coupe réglée ce beau et vaste pays...

Monsieur Le Président, notre nation est à la croisée des chemins d'un monde nouveau en pleine mutation. Un monde dans lequel, l'échiquier géopolitique mondial se bouleverse. Dans ce mouvement de redistribution des cartes, les anciennes puissances coloniales se battent pour un statut quo dans les sphères mondiales qu'ils considèrent comme leur chasse gardée.

Loin d'être naïf, encore moins dupe, Monsieur Le Président, qui se cache réellement derrière ce vaste mouvement de déstabilisation ? Qui fait souffler le vent de la mort à notre peuple et sème la Panique au Cameroun ? La déstabilisation de la Nation Camerounaise est en train de se passer sous vos yeux et sous votre présidence,

Monsieur le Président de la République, pourtant je n'ai pas le sentiment que vous en prenez la mesure. Au-delà de la crise dite Anglophone qui n'est que l'arbre qui cache la forêt, de mon point de vue, il y a forcément derrière cette grosse mascarade, des forces étrangères qui tirent les ficelles dans l'ombre, avec pour objectifs :

- 1.La convoitise et la prise de contrôle total de notre zone pétrolifère et par ricochet notre patrimoine géologique et forestier.*
- 2.Forcer la main du Président de la République à accepter la mise en place d'un dialogue.*

Ce court chemin malicieux, est de ma vision de stratège, le plan machiavélique qui vise à déboucher sur l'obligation et la mise en place d'un gouvernement provisoire de transition. Objectif simpliste pour vous remplacer et plonger ainsi la Nation dans une crise profonde et un démembrement total du Cameroun. Et bien évidemment, la Cour Pénale Internationale s'immiscera pour certains et le chaos s'installera pour tous. Monsieur Le Président de la République, si vous ne prenez dès lors la mesure du danger que court notre belle nation, je ne donne pas cher le risque du désordre, suivi de la ruine de notre belle Nation.

L'ancien Président français Le Général Charles De Gaulle, nous l'a appris et à nos dépends aujourd'hui, « en politique, il n'y a pas d'amis il n'y a que des intérêts ».

Quels que soient nos partenaires il n'y aura jamais des amis parmi eux, mais des intérêts

récioproques et encore ! Les partenaires sont donc interchangeable et à contrario les partenaires actuels doivent être inter-changés. Le cas de la fin de règne du Président Mobutu Sese Seko de l'Ex Zaïre et Congo Démocratique actuel doit vous inspirer. Hier vénéré et adulé par tous ceux à qui il avait confié l'exploitation des richesses de son pays, fut lâché au crépuscule de sa vie par ses affidés d'hier pour mettre en coupe réglée ce beau et vaste pays. Ce pays voisin dont le potentiel des richesses du sol et du sous-sol est une anomalie géologique ne s'est jamais remis des guerres fratricides pour le bonheur des pays tiers. Je ne peux m'empêcher de m'interroger, Monsieur Le Président. Et si le processus de Recolonisation de l'Afrique centrale est de nouveau en marche ? A défaut, sachant que le peuple Africain aujourd'hui s'est réveillé de sa torpeur et veille de plus en plus au respect de ses droits, ambitionne à ce que chaque Africain jouisse de ses prérogatives, notamment celles conférées de façon naturelle par ses ressources naturelles. Veut-on lui stopper ce bénéfice ? Veut-on arrêter le rêve de voir un jour l'Afrique vivre dignement, sortir de la dépendance étrangère ? Ne veut-on pas voir ses fils et filles briser les chaînes de la servitude née des accords coloniaux qui continuent à avoir cours près de soixante ans après les indépendances politiques ? Dans le cas stricto sensu du Cameroun,

Monsieur le Président Paul BIYA, aux yeux des camerounais et du monde, vous n'avez préparé personne à votre succession. Et même si vous l'avez fait, dans le marasme que connaît le Cameroun depuis au moins deux décennies, votre dauphin ne pourrait garantir une suite paisible et être en même temps accepté par tout le peuple camerounais.

Alors soyez vigilant, Monsieur Le Président de la République, n'est-il pas question aujourd'hui pour nos amis tapis dans l'ombre derrière la crise dite anglophone, de vouloir imposer à notre peuple, une autre personne par la force, par la ruse, par des manigances? A défaut, imposer une rébellion dans cette zone pétrolifère qui profitera, comme au Sud-Soudan, au Nord Kivu en République Démocratique du Congo et ailleurs, aux vendeurs d'Armes et à la Mafia ?

Aujourd'hui le Peuple camerounais est un peuple mature et majeur, éclairé, prêt à défendre sa souveraineté, son intégrité territoriale, son indépendance et qui veut enfin jouir de son sous-sol.

Moi Président de la République demain, je mettrai au service de notre peuple et à celui de la Nation, toutes nos richesses et tout son potentiel. Avec moi, c'est une obligation et un engagement que je prends, le Cameroun doit par ses propres moyens et ressources, augmenter le pouvoir d'achat de ses fils et filles, soigner tous les camerounais dans nos infrastructures de santé digne de ce nom, donner une éducation gratuite à nos enfants, construire des infrastructures industrielles, des usines, des routes, des ponts, des autoroutes pour ne citer que ceci.

Monsieur le Président de la République, au risque d'un pourrissement de plus en plus grave de notre Nation, il est urgent d'organiser des élections, voire les anticiper, seul moyen idoine de laisser après vous un Cameroun debout, juste, plus libre et indépendant. Je suis sur le terrain et prêt pour aller aux élections.

Le peuple camerounais doit désormais être souverain et lui seul doit dire son dernier mot sur le choix de ses dirigeants et son destin. Qui veut gérer le Cameroun après vous demain, devra être le meilleur candidat choisit par le peuple, pour le peuple et rien que le peuple.

Moi, Président de la République, en stratège et face au dilemme de la situation que traverse notre pays actuellement, avant de condamner les secessionnistes, je poserai sur la table les hypothèses ci-dessous, desquelles jailliront forcément la lumière.

1ère Hypothèse :

•Est-ce vraiment les sécessionnistes qui sont auteurs des dernières attaques de Bamenda ?

2ème Hypothèse

•Y a-t-il dans les rangs de nos forces de l'ordre des Soldats infiltrés, transformés en Ambazoniens et qui exécutent leurs camarades, sabotent nos biens?

3ème Hypothèse

•Ne devez-vous pas lister et ouvrir des dossiers sur toutes les sociétés qui exploitent et convoitent actuellement notre pétrole dans toute cette zone ? Est-ce l'une d'elles ou plusieurs qui sont à la manœuvre?

4ème Hypothèse

•Est-ce "notre" ou, "nos" partenaires pétroliers actuels qui s'inquiètent de l'après BIYA et veulent sauvegarder et sécuriser leurs intérêts?

5ème Hypothèse

•La stratégie d'inciter à la violence, de créer un climat de terreur et de panique n'est-elle pas un moyen de vouloir forcer la main du Président Paul BIYA à accepter un dialogue ourdi par quelques « Grande puissances » ? Puissances qui vont lui imposer au travers de ce canal, le Plan Tapi dans l'Ombre :Un gouvernement de transition d'une courte période, comme le réclament déjà certains.

6ème Hypothèse

•Sachant que le dialogue engagé au lendemain du 1er Octobre par le gouvernement dans cette zone a été un échec. Veut-on ourdir un autre plan pour mieux déstabiliser le Cameroun ? créer des conditions de mise en place d'un dispositif plus rude et chirurgical dans cette zone?

Sans risque de me tromper, les auteurs et les raisons fondamentales de la crise que connaît le Cameroun sont dans l'une ou l'autre des hypothèses ci-dessus. Il revient à nos services de sécurité intérieure et de renseignements généraux de faire la lumière sur les menaces qui déstabilisent le Cameroun.

Moi, Président de la République demain, face à pareille crise, les mesures et dispositifs ci-dessous énumérés et déjà recommandés au lendemain des événements du 1er octobre sont immédiatement mis en œuvre.

1. *Pardoner et libérer tous nos frères et sœurs anglophones arrêtés dans le cadre de cette crise*
2. *Renforcer les troupes et Prolonger officiellement l'Etat d'Urgence dans les zones dites de crise, de 3 mois au moins et 6 mois au plus afin de rassurer, sécuriser, protéger les biens et les personnes contre cette insécurité grandissante.*
3. *L'armée étant un corps pluridisciplinaire, infiltrer des spécialistes militaires formés au dialogue, à l'éducation, à l'encadrement et aux conseils des populations villageoises dans les deux zones de crise.*
4. *Faire Ecouter individuellement les populations, par les militaires, spécialistes et représentants locaux. Laisser la porte ouverte au dialogue qui viendra tout seul au moment opportun. Certainement pas, avant la prochaine élection présidentielle.*
5. *S'il n'y avait pas d'élection l'année prochaine, en lieu et place du dialogue réclamé, j'organiserai un Référendum pour interroger chaque camerounais sur le sujet de la Crise dite Anglophone.*
6. *Rendre effective la décentralisation. Ce qui résoudra forcément la question du fédéralisme.*
7. *Parallèlement, s'il est avéré par vos services de sécurité intérieure et des renseignements généraux que certains des pays dits amis sont dans l'ombre pour soutenir les sécessionnistes, Moi, Jean Blaise GWET Président de la République, je n'hésiterai pas à convoquer les Ambassadeurs des pays concernés et au besoin suspendre pour un temps les relations diplomatiques avec ses pays.*

Monsieur le Président de la République, vous avez accompli l'exercice de votre pouvoir, dans un monde mutant et en mouvement, il est temps de passer le témoin avant que nos ennemis de l'ombre n'arrivent à la fin de leur sale besogne. Avec force conviction, ensemble et d'une même voix, nous mettrons le Cameroun et l'Afrique debout.

Dans le contexte présent, Monsieur le Président de la République, concentrez-vous, à la préparation et à l'organisation des prochaines échéances électorales qui doivent être libres et transparentes, qui seules légitimeront tous ceux qui veulent gérer la Nation Camerounaise demain. Si possible pourquoi ne pas revoir le code électoral ?

Quelques soient les décisions et réponses aux attentes de la dite crise Anglophone aujourd'hui, Monsieur le Président de la République, de mon point de vue, cette crise ne trouvera aucun début de solution avant la fin des prochaines échéances électorales. Car, le mal de notre peuple en général est plus que profond. Le phénomène est global. Notre peuple a faim, il veut travailler, il veut se loger, il veut se soigner, il veut envoyer ses enfants à l'école, il veut se déplacer librement, il veut avoir des infrastructures modernes (Les routes, l'eau, l'énergie, les transports) etc... dans chaque village, dans chaque ville, dans chaque région.

Moi, Jean Blaise GWET, Candidat à la prochaine élection Présidentielle de 2018, Président National du Mouvement Patriotique pour le Changement du Cameroun, mon Parti Politique le MPCC présentera des candidats à toutes les élections (Municipales, Législatives, Sénatoriales

et Présidentielles) dans toutes les régions du Cameroun, y compris celles en crises. Aussi longtemps que persistera la crise, Monsieur le Président de la République, l'état d'urgence devra se prolonger dans les deux régions pour sécuriser la zone et assurer la paix et le calme des électeurs qui voudront bien aller accomplir leur devoir dans les urnes en 2018.

Sans renier ou remettre en cause les parfaites relations traditionnelles que nous entretenons depuis des décennies avec nos partenaires historiques et d'aujourd'hui, il serait temps de diversifier nos partenariats stratégiques. Pourquoi ne pas renforcer un peu plus, nos coopérations avec d'autres alliés tels qu'Israël, la Russie, la Chine ?

Monsieur le Président de la République, le monde change et les cartes sont entrain d'être redistribuées, beaucoup de nos alliés d'hier sont aujourd'hui devenus des nains politiques et sans nous ils ratatinent. Prenons en conscience et empruntons le train encore en gare avant qu'il ne parte sans nous. La Patrie, nous autres l'aimons, sommes prêts à la protéger et mourir pour elle.

Président Jean Blaise GWET

Président National du MPCC

Lettre ouverte adressée au Président de la République en novembre 2017
